

Direction régionale et interdépartementale de
l'environnement, de l'aménagement et des
transports

78-2026-02-06-00006

Arrêté préfectoral complémentaire prescrivant à
la société SELMER la réalisation d'une nouvelle
étude de bruit pour son installation située à
Mantes-la-Ville

ARRÊTÉ
préfectoral complémentaire prescrivant à la société SELMER
la réalisation d'une nouvelle étude de bruit pour son installation
située à Mantes-la-Ville (78711) 45 rue Maurice Berteaux

LE PRÉFET DES YVELINES
Chevalier de la Légion d'Honneur
Chevalier de l'Ordre national du Mérite

VU le Code de l'environnement et notamment l'article R. 181-45 ;

VU la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

VU le décret du 7 février 2024 portant nomination de Monsieur Frédéric ROSE en qualité de Préfet des Yvelines ;

VU l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997 relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement ;

VU l'arrêté de prescriptions complémentaires n°10-354/DRE délivré à la société SELMER le 07/12/2010 pour son installation située au 45 rue Maurice Berteaux à Mantes-la-Ville ;

VU l'arrêté de prescriptions complémentaires n°78-2024-08-19-00002 du 19 août 2024 prescrivant à la société SELMER la réalisation d'une nouvelle étude de bruit pour son installation située à Mantes-la-Ville (78711) 45 rue Maurice Berteaux ;

VU l'arrêté 78-2024-03-04-00014 du 4 mars 2024 du Préfet des Yvelines portant délégation de signature à Madame Emmanuelle GAY, Directrice régionale et interdépartementale de l'environnement, de l'aménagement et des transports d'Île-de-France ;

VU la décision DRIEAT-IDF n° 78-2025-09-11-00009 du 11 septembre 2025 portant subdélégation de signature du préfet des Yvelines ;

VU la plainte déposée, par courriers électroniques du 4 et 16 janvier 2024, à l'encontre de la société en raison de nuisances sonores et vibratoires ;

VU le rapport de l'inspection du 6 juin 2024 concernant l'avancement du traitement de la plainte ;

VU les rapports de mesures de bruit dans l'environnement et rapport de mesure et analyse vibratoire du 7 octobre 2024 (référence :2406EN1D2000053, intervention du 27 au 28 août 2024, réf. AMCIF/24/536 pour les mesures de bruit et AMCIF/24/537 pour les mesures de vibrations) transmis par courriel de l'exploitant en date du 15 octobre 2024 ;

VU les courriels de l'exploitant en date du 15 octobre 2024, 20 janvier, 7 avril, 10 juin et 4 septembre 2025 précisant les actions envisagées suite au rapport de mesures de bruit du 7 octobre 2024 ;

VU le rapport de l'inspection du 15 octobre 2025 concernant l'avancement du traitement de la plainte ;

VU le projet d'arrêté préfectoral complémentaire transmis à l'exploitant par courrier du 22 octobre 2025, notifié le 27 novembre 2025 suivant ;

VU les observations formulées par l'exploitant, en date du 17 novembre 2025, concernant ce projet d'arrêté préfectoral complémentaire ;

CONSIDÉRANT que les activités exercées sur le site de la société SELMER sont susceptibles d'être à l'origine de nuisances ;

CONSIDÉRANT que les mesures de la dernière campagne de bruit, avec des mesures réalisées entre le 27 et le 28 août 2024 conclut au non-respect des valeurs limites de bruit et d'émergence définies par l'arrêté préfectoral n°10-354/DRE du 7 décembre 2010 ;

CONSIDÉRANT que l'exploitant précise par courriel du 4 septembre 2025 avoir engagé des actions correctives telles que le remplacement du compresseur d'air le 8 août 2025 et la canalisation du flux d'air à finaliser sous quinzaine au mois de septembre 2025 ;

CONSIDÉRANT qu'il convient donc de procéder à une nouvelle étude de bruit ;

CONSIDÉRANT que l'exploitant précise par courriel du 17 novembre 2025 que le point de mesure au sein même de l'habitation du plaignant ne lui paraît pas pertinent, compte tenu du résultat des mesures effectuées lors de la campagne du 27 au 28 août 2024, avec des niveaux de bruit ambiant diurne et nocturne inférieurs à la valeur seuil pour l'évaluation des émergences sonores ;

CONSIDÉRANT qu'il convient d'analyser l'impact des actions correctives engagées par l'exploitant, y compris au sein de l'habitation du plaignant ;

CONSIDÉRANT que l'exploitant précise par courriel du 17 novembre 2025 que la réalisation des mesures sous un délai de un mois à compter de la notification de l'arrêté complémentaire

est difficile à organiser de par les délais potentiels pour l'organisation de la mesure avec le prestataire en charge de la réalisation des mesures et pour être en mesure de pouvoir réaliser les mesures sur une période représentative de l'activité du site ;

CONSIDÉRANT qu'il convient ainsi que ce délai soit porté à deux mois afin de permettre à l'exploitant une meilleure organisation de la mesure avec le prestataire et pour être en mesure de réaliser les analyses sur une période représentative de l'activité du site ;

CONSIDÉRANT que les dispositions du présent arrêté permettent de contribuer à la protection des intérêts visés par l'article L.511-1 du Code de l'environnement ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture,

ARRÊTE

ARTICLE 1. EXPLOITANT, DURÉE, PÉREMPTION

La société SELMER, dont le siège social est situé 25 rue Maurice Berteaux 78711 Mantes la Ville, ci-après dénommée l'exploitant, est autorisée à continuer d'exploiter son installation située au 45 rue Maurice Berteaux à Mantes la Ville (78711).

Elle tenue de se conformer aux prescriptions complémentaires du présent arrêté.

ARTICLE 2. RÉALISATION D'UNE CAMPAGNE DES NIVEAUX SONORES

Une mesure du niveau de bruit et de l'émergence est effectuée sous un délai de deux mois à compter de la notification du présent arrêté, aux frais de l'exploitant par un organisme qualifié.

Les coordonnées de l'organisme qualifié choisi pour la réalisation des mesures sont communiquées à l'inspection des installations classées dans les 3 jours suivant le choix de celui-ci.

Les mesures sont effectuées selon la méthode définie en annexe de l'arrêté du 23 janvier 1997, relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement, et selon la norme NFS 31-010 relative à la caractérisation et au mesurage des bruits de l'environnement.

Ces mesures sont effectuées dans des conditions représentatives du fonctionnement de l'installation en :

- procédant à des mesures en période diurne et nocturne, le choix et la durée des intervalles d'observation devront être justifiés ;
- intégrant plusieurs points de mesure à des emplacements pertinents, notamment :
 - au niveau du 41 rue Maurice Berteaux ;
 - au niveau des 2 accès rue Maurice Berteaux et rue Jules Ferry afin de pouvoir évaluer l'impact des compresseurs et de l'aspiration des soudures ;
 - au niveau de la maison du plaignant en positionnant le capteur sur le toit de l'installation ;
 - au sein même de l'habitation du plaignant, après son accord formel.

Les résultats des mesures réalisées sont transmis au préfet dans le mois qui suit leur réception avec, en cas de dépassement, les commentaires et propositions d'amélioration.

L'exploitant renouvelle la mesure du niveau de bruit et de l'émergence, effectuée dans les conditions décrites ci-dessus sur demande de l'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement.

ARTICLE 3 : INFORMATION DES TIERS

Pour l'information des tiers, une copie du présent arrêté est déposée à la mairie de Mantes-la-Ville où toute personne intéressée pourra la consulter.

Un extrait est affiché en mairie pendant une durée minimum d'un mois. Le maire de Mantes-la-Ville dresse un procès-verbal attestant de l'accomplissement de ces formalités.

Une copie de cet arrêté est accessible sur le site internet de la Préfecture des Yvelines pendant une durée minimale de quatre mois.

ARTICLE 4 : DÉLAIS ET VOIES DE RECOURS

La présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée à la juridiction administrative compétente, le tribunal administratif de Versailles, notamment au moyen de l'application Télérecours Citoyen (<https://www.telerecours.fr/>): :

1°) par le destinataire de la présente décision dans le délai de deux mois qui suit la date de notification du présent arrêté ;

2°) par les tiers intéressés, dans le délai de quatre mois à compter de l'affichage en mairie ou la publication de la décision sur le site internet de la préfecture.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour de l'affichage de la décision.

La présente décision peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.

ARTICLE 5 : EXÉCUTION

Le secrétaire général de la préfecture des Yvelines, le sous-préfet de Mantes-la-Jolie, le maire de Mantes-la-Ville, la directrice régionale et interdépartementale de l'environnement, de l'aménagement et des transports d'Île-de-France sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Versailles, le 6 février 2026

Pour le Préfet et par délégation,
La Directrice,
Pour la Directrice et par subdélégation,
La chef de l'unité départementale,
signé

Delphine DUBOIS